

# LA NUMÉRISATION DU MONDE

## Liminaire

*Notre époque est caractérisée par un afflux invariablement expansif de données générées de partout, par les individus, les entreprises privées, les instances publiques, les objets, stockées dans les milliards de disques durs personnels ou au sein de fermes de serveurs toujours plus nombreuses. Environnement global qui voit le redoublement en cours de chaque élément physique ou organique du monde en bits exploitables en vue de fonctionnalités de tous ordres.*

*Un outil récent consacré à d'inclusion du numérique*

*Dans notre société connectée, où 20 % de la population française, et plus de 25 % de la population européenne, est exclue du numérique ; il convient prioritairement de permettre à chacun de profiter pleinement des bénéfices socio-économiques des nouvelles technologies. Cette inclusion numérique, facteur de réduction des inégalités et levier de croissance, infiltre désormais tous les pans sociopolitiques et touche tous les acteurs de la société. Les Cahiers Connexions Solidaires décodent cet enjeu social et économique majeur.*

*Emmaüs Connect a conçu ce média afin d'inspirer et d'outiller les nombreux acteurs qui ont un rôle à jouer : des pouvoirs publics à la société civile, en passant par les entreprises privées et l'action sociale. Grâce à une expertise de terrain, couplée à un dispositif de veille vers l'international, leurs articles proposent des analyses chiffrées, des interviews d'experts et d'acteurs, des dossiers thématiques et des bonnes pratiques françaises, comme étrangères.*

*Benoît THIEULIN, président du conseil national du numérique, a insisté sur le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la lutte pour l'inclusion numérique. Il replace l'enjeu « e-inclusion » au cœur des débats : numérique pour tous, oui, mais surtout, transformation numérique pour tous.*

*Henri Duthu*



## En guise de préambule

### 1/7 - BIENVENUE DANS LE PIRE DES MONDES

*Natacha Polony,*

*auteur de “Bienvenue dans le pire des mondes”, chez plon*

*Le texte ci-dessous a été recueilli par Alexandre Devecchio et publié dans Figaro Vox en juillet 2017*

**Pour tenter de sortir de la dépendance aux marchés financiers, trouver un nouveau souffle, le système mise sur les accords de libre-échange, mais aussi et surtout sur le numérique et les entreprises d’Internet, ce « septième continent ».**

Celles-ci sont incarnées par les GAFAM, Google, Apple, Facebook, Amazon, auxquels il faut ajouter Microsoft, pour constituer les GAFAM. Ce sont les nouveaux maîtres du monde, ou du moins ils aspirent à l’être. Le capitalisme numérique, inspiré de ce qu’on appelle le modèle californien, présente les mêmes caractéristiques que le capitalisme financier. L’un de ses thuriféraires en est d’ailleurs le petit-fils de Milton FRIEDMAN, Patri FRIEDMAN, pour qui « le gouvernement est une industrie inefficace et la démocratie inadaptée ». La technologie n’est plus un outil, un moyen de développer l’économie pour le bien-être de tous, mais une fin en soi. Une philosophie, même. ***L’économie numérique, née du mariage de l’informatique et des réseaux de télécommunications, est une nouvelle phase dans les processus de production de biens et de services. Mais elle est plus que cela, puisqu’elle touche toutes les activités humaines. En ce sens, c’est bien une révolution.*** Cette troisième révolution industrielle (la deuxième ayant eu comme vecteur l’électricité et le pétrole) a une matière première : les ***données***. Des données que les progrès technologiques permettent de traiter, de stocker, d’exploiter, de tronquer, voire de truquer.

**Les prévisions pour l’avenir**

« En 2020, on traitera par an 40 zettaoctets [1 zettaoctet = 1 milliard de milliards de milliards d’octets d’informations], c’est-à-dire plus qu’il n’y a de grains de sable sur toute la planète. On doublera en 2021... et ce n’est que le début. Nous avons la capacité de traiter, de stocker toutes ces données. Les applications sont absolument infinies. »

Chaque minute, 300 000 tweets, 15 millions de SMS, 204 millions de mails sont envoyés sur les réseaux. Les GAFAM détiennent 80 % des informations personnelles numériques de l’humanité. Sur les treize serveurs qui gèrent les noms de domaine, neuf sont américains. L’économie numérique, loin de pâtir de la crise, en a profité. On peut même dire qu’elle l’a accélérée. Au nom du principe de SCHUMPETER : ***il faut détruire l’ancien monde pour reconstruire le nouveau.*** Le poids des GAFAM est devenu tel que le pouvoir politique et financier américain ne peut plus rien leur refuser. Les relations avec la NSA (National Security Agency) sont désormais connues. Sans la collaboration des entreprises de la Silicon Valley, pas de réseau *Échelon*, pas d’écoutes régies par les algorithmes. Derrière l’alibi de la lutte contre le terrorisme, la NSA pratique bel et bien l’espionnage économique et politique, pour le plus grand profit des intérêts américains, qui se trouvent être ceux du *big business* et des GAFAM.



Ce qui reste du pouvoir politique a mis des années à comprendre que la prospérité de ces entreprises numériques était également fondée sur des pratiques systématiques d'optimisation, *pour ne pas dire d'évasion fiscale.*

### **Les nouveaux piliers de l'économie américaine**

Aujourd'hui, on essaie, des deux côtés de l'Atlantique, de récupérer un peu de matière fiscale, mais la puissance de ces trusts du XXI<sup>e</sup> siècle est devenue telle qu'ils ont des moyens de chantage fort efficaces. *Les GAFAM, comme les grandes banques, sont devenus les piliers de l'économie américaine. Il suffit de regarder les palmarès des capitalisations boursières.* Aux deux premiers rangs : *Alphabet*, maison mère de Google, avec plus de 750 milliards de dollars, et Apple, 670 milliards. On peut y ajouter Amazon (370 milliards), Microsoft (390), Facebook (200), Oracle (180). Le Nasdaq est le lieu de cotation privilégié à New York des entreprises technologiques du monde entier.

**Ces géants du Web sont assis sur des montagnes de cash, localisées dans les paradis fiscaux. Cela leur permet de faire une razzia sur toutes les start up qui peuvent les intéresser.**

Chaque jour, on annonce un nouveau rachat. Tous les secteurs d'activité sont concernés : l'intelligence artificielle bien sûr, les drones, l'éducation, la médecine... À coups de milliards de dollars, ces géants cherchent à conserver leur position monopolistique. À l'image de ce qu'avaient fait les Rockefeller dans le secteur pétrolier au début du XX<sup>e</sup> siècle. Mais cette fois, le cas de figure est très différent. Car, avec leur monopole sur le traitement des *données*, ces nouveaux trusts du numérique touchent à tous les domaines de l'activité humaine, à la vie privée, au comportement des individus.

**L'idée sous-jacente est de conférer au système bancaire le monopole de la circulation monétaire**

En valorisant le concept de communauté d'utilisateurs hors frontières, qui correspond à une idéologie hyperindividualiste, ces géants du Web ont monté les populations contre les États et ceux qui sont censés les incarner, pour mieux asseoir leur domination.

Capitalisme financier et capitalisme numérique vont se faire la courte échelle en matière de moyens de paiement. *L'idée, non encore exprimée officiellement, est de donner au système bancaire le monopole de la circulation monétaire.* Comment ? En supprimant peu à peu les espèces. «Le 7 avril 2057, les collectionneurs s'arrachent les vieux billets en euro.» Cet épisode du *Journal du futur*, la série estivale d'anticipation de RTL saison 2016, ne nous transporte pas dans un monde où la monnaie unique, disparue, fait le bonheur des numismates. *C'est un monde où le billet, le cash, s'est évanoui au profit des moyens de paiement électroniques, voire d'une monnaie digitale lointaine cousine du Bitcoin.* «Le mouvement est irrémédiable, et on voit déjà apparaître un nouveau système qui ringardise les banques traditionnelles : la *blockchain*. Désormais, on fait confiance à son collègue et plus aux organismes bancaires. La technologie garantit la confidentialité», tel est le constat fixé en 2016 sur lequel se fonde l'anticipation. Pour l'auditeur, une bonne nouvelle au moins dans ce maelstrôm : la disparition des banques. Grossière erreur. Outre que cette petite pastille est sponsorisée par BNP-Paribas, les banques elles-mêmes sont déjà sur le qui-vive pour organiser cette transition, comme l'a révélé un article du *New York Times*.

**En réalité, le cash est devenu le nouvel ennemi numéro un de la finance. Mais pas question d'avancer au grand jour**

C'est sous le prétexte toujours efficace de lutte contre le crime organisé, friand de grosses cou-



pures, qu'au début 2016 la Banque centrale européenne, renonçant à retirer de la circulation purement et simplement le billet de 500 euros, a finalement cessé toute nouvelle émission. À l'été 2015, toujours avec le même argument qui fait mouche dans le public, le gouvernement français a réduit le plafond de paiement en liquide à 1 000 euros. Sauf que cette restriction ne s'applique pas aux résidents étrangers (spontanément honnêtes, selon le gouvernement), puisque ceux-ci peuvent encore faire leurs emplettes en cash à hauteur de 15 000 euros. Ce seul grand écart incite à chercher ailleurs que dans la lutte contre la délinquance l'objectif de mise à mort des espèces sonnantes ou de papier. Parmi les économistes les plus investis dans cette grande corrida, s'est imposé Larry SUMMERS. L'ancien ministre de l'Economie de Bill Clinton (l'homme à qui l'on doit la fin du *Steagall Act*, principal fait générateur de la crise de 2008), champion du lobby bancaire, a mis une banderille remarquée. Celle de Kenneth **ROGOFF**, professeur de finance au MIT, qui lui dispute le titre, donne cependant la clé du mystère.

### **Dans un papier académique, ROGOFF explique que le billet, en ce qu'il représente une créance sûre et certaine sans taux d'intérêt, est une menace pour le système financier**

Plus encore depuis que les banques centrales des principales zones monétaires de la planète ont été contraintes de pratiquer une politique inédite de taux d'intérêts négatifs. ***Dès lors, stocker du cash en liquide est plus intéressant que de le déposer à la banque. Pour les particuliers, mais aussi les grands groupes.*** Munich RE, un des principaux réassureurs de la planète, a officiellement mis en place cette stratégie, bourrant ses coffres de cash et d'or. Disposer de liquidités permet de s'abstraire du pilotage de la monnaie et conduit donc mécaniquement à réduire sensiblement les effets de la politique monétaire. En tout cas à permettre à un certain nombre d'acteurs de s'en abstraire. Tel est l'ar-

gument de **ROGOFF**. Très bien, sauf que l'agrégat M1 (composé de l'ensemble de la monnaie en pièces et billets), comme le désignent les comptes nationaux, ne représente qu'épsilon au regard des masses d'argent enregistrées dans les livres des banques. Mais là encore l'argument d'efficacité n'épuise pas la question. Parmi les États les plus en pointe sur la disparition du cash : Singapour. La cité-Etat n'est pas seulement une puissance économique, elle est à la fois le modèle singulier d'une société riche à fort contrôle social et une place offshore. Preuve s'il en est que l'argent sale s'accommode très bien de l'absence de cash, comme l'ont bien compris les mafias qui adorent le Bitcoin. « Vers une société sans cash ? » : dans un papier de 2003.

### **Laurence SCIALOM, professeur à l'université Paris-Ouest-Nanterre, avait déjà bien vu les enjeux, qui vont nettement au-delà de la simple efficacité économique**

« Une fois disparu le sigle monétaire, l'anonymat et l'absence de contrainte de sécurisation qu'il garantit, la monnaie ne deviendra-t-elle pas un puissant dispositif de contrôle social ? » La réponse, à l'évidence, est dans la question.

### **L'ubérisation est une paupérisation**

« *Ces emplois ne reviendront jamais* ». Telle fut la réponse lapidaire de Steve Jobs à Barack Obama, qui lui demandait de rapatrier aux États-Unis des emplois manufacturiers. Depuis, les ténors de la Silicon Valley ne ratent jamais une occasion de répéter ce message. Ces emplois délocalisés dans les pays à bas coût de main-d'œuvre et à faible réglementation environnementale reviendront d'autant moins que demain la plupart n'existeront plus. Les robots auront pris leur place. Pas seulement sur les chaînes de production, mais aussi dans les laboratoires. ***Le robot de demain*** ne se contentera pas d'effectuer une tâche répétitive même complexe, il s'adaptera. Mieux même, il ***participera à l'amélioration de ses performances***. Non





seulement il n'y aura plus d'ouvriers, de techniciens, mais il n'y aura même plus d'ingénieurs, voire de concepteurs. Le rêve des docteurs Folamour de la Silicon Valley risque de devenir réalité.

### **La technologie se nourrit de la technologie**

Elle est dans les mains de ces nouveaux maîtres du monde qui ont engagé une course de vitesse pour devenir incontournables et rendre inéluctable l'avènement de ce capitalisme numérique. Quels que soient les dégâts humains et sociaux. Sans se préoccuper d'éthique. Sans se poser de questions existentielles. Et si besoin est, ils feront appel au sentiment patriotique, les seuls capables de contester leur monopole étant les géants chinois du secteur (Baidu, Tencent, Alibaba...) et les Russes. La Chine et la Russie ne sont-elles pas les deux nouveaux ennemis du camp du Bien que prétend incarner la démocratie américaine ?

S'il est impossible de chiffrer avec précision les pertes d'emploi que cette troisième phase d'automatisation de la production va engendrer, son impact sur l'emploi n'en sera pas moins ravageur. De différentes études américaines, on peut estimer que, ***d'ici à vingt ans, les algorithmes et la nouvelle robotique auront détruit environ 50 % des emplois actuels.*** « Rien d'étonnant, nous explique-t-on, ce sont les emplois du passé qui disparaissent. Ils vont être remplacés par de nouveaux emplois, une nouvelle approche du travail. » Cela fait des années, pour ne pas dire des décennies, que l'on nous tient ce discours. Ces emplois nouveaux, ce sont essentiellement ceux générés par les nouvelles plateformes de distribution, qui suppriment tous les intermédiaires entre acheteurs et vendeurs. Les noms des nouveaux acteurs sont universellement connus, les NATUR : Netflix, Airbnb, Telsa, Uber... Ils cherchent à acquérir, comme leurs aînés des GAFAM, des positions monopolistiques.

### **Le modèle des NATUR est pratiquement identique à celui des GAFAM**

Très peu de frais fixes, le moins possible de salariés, une optimisation fiscale totale, une

capitalisation boursière surévaluée. Et bien sûr, des algorithmes très performants. S'ajoute à cela une communication fort habile. ***Ce que l'on a appelé l'ubérisation du monde est en fait la mise en concurrence totale de chacun par tous, et de tous par chacun.*** Un combat qui peut paraître populaire, parce qu'ainsi on s'attaque à des petits monopoles, des professions réglementées, des secteurs protégés, des rentes de situation. Le numérique casse toutes les règles du jeu. Au même titre que le libre-échange absolu. Il ne faut pas être dupe. En filigrane, c'est tout un modèle juridique, économique, social, qui s'impose. Les notaires, c'est bien connu, n'ont pas bonne presse en France. Pourtant, ce sont des officiers ministériels. Comme tels, ils garantissent la conformité des actes signés entre particuliers. Notamment pour les biens immobiliers. Cela n'a l'air de rien, mais c'est beaucoup, lorsqu'on compare le système français à ce qui se passe dans d'autres pays où les mauvaises surprises ne sont pas rares. Les frais prélevés par les notaires, à ne pas confondre avec les droits d'enregistrement de l'État, sont très faibles (1 %) par rapport au travail fourni et surtout à la garantie accordée par le notaire. On voudrait aujourd'hui faire sauter ce système pour le remplacer par de simples contrats entre parties, rédigés par des avocats. Le modèle anglo-saxon. Il n'y a plus de garanties. En cas de litige, il faudra engager des procès coûteux... en avocats.

### **En fait, cette ubérisation va se doubler d'une très grande instabilité juridique**

La caractéristique de ce capitalisme numérique, c'est l'instabilité permanente. C'est le pendant de ces accords de libre-échange où les États, les collectivités seront à la merci des tribunaux d'arbitrage et de procédures interminables lancées contre eux par les multinationales. L'objectif de ces plateformes est, bien sûr, de casser les prix. Ce qui ne peut que séduire dans un premier temps le consommateur. Selon le *Boston Consulting Group*, l'automat-



tisation, *la numérisation de la société entraînera, d'ici à 2025, une baisse de 16 % du coût total de la main-d'œuvre*. C'est exactement le même processus que l'on a connu avec les délocalisations massives en Chine et ailleurs. Seul problème, c'est qu'on oublie toujours que le consommateur est aussi un producteur. Il achète moins cher certains biens, mais son pouvoir d'achat diminue régulièrement. Pis, il a de plus en plus de mal à trouver ou à retrouver un emploi. Qu'à cela ne tienne. Les idéologues du numérique ont une réponse : l'économie collaborative, l'autoentrepreneuriat, le partage. *L'autoentrepreneuriat est au XXI<sup>e</sup> siècle ce que l'artisanat, les indépendants étaient au XX<sup>e</sup>*. Ce ne sont pas cependant les mêmes revenus. L'autoentrepreneuriat est un palliatif, un substitut. S'il s'est développé sur les deux rives de l'Atlantique, c'est tout simplement parce que les plus dynamiques des chômeurs n'ont trouvé que ce moyen pour exercer un minimum d'activité. Au rabais. Reste que l'autoentrepreneuriat est la mort des systèmes de protection sociale bâtis durant les Trente Glorieuses.

### **En escamotant les cotisations employeur, on revient aux beaux jours de ce capitalisme de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.**

Un capitalisme déjà globalisé, dont les excès avaient engendré le communisme et débouché sur la guerre de 1914. *Aujourd'hui, la globalisation à outrance, la numérisation, et leurs excès, sont le terreau du populisme, des extrémismes*. Comme les revenus des classes moyennes diminuent, on leur propose, grâce aux plateformes, non seulement de payer un peu moins cher, mais de rentabiliser les quelques actifs qu'ils ont encore. On met en location son appartement par *Airbnb*, sa voiture, son bateau. On partage une location, un trajet, on propose des repas chez soi. Tout cela, évidemment, en essayant de ne pas payer d'impôts. Au passage, les plateformes engendrent toujours plus de profits délocalisés avec le minimum de salariés. Et des secteurs entiers d'activité sont déstabilisés.

Certes, il serait absurde de nier les services rendus par ces plateformes. Mais on ne peut pas accepter qu'elles ne respectent aucune règle et pratiquent une concurrence déloyale, en contournant toutes les législations. Certains, qui se croient jeunes, s'imaginent qu'il suffit de prendre le train « en marche », de coller au mouvement californien, de vanter la réforme pour la réforme. Ils devraient pourtant se souvenir qu'un système économique ne peut perdurer que si une part des gains de productivité est redistribuée sous forme de salaires. Or, *avec le numérique, les automates, ces gains sont de moins en moins redistribués vers ceux qui travaillent*. Ils sont confisqués pour l'essentiel par les nouveaux trusts et leurs actionnaires.

### **Comment éviter que les populations paupérisées ne se révoltent ?**

Comment faire en sorte qu'elles continuent d'acheter les produits proposés par les géants du Web, alors que la masse de travail disponible diminue ? Une vieille idée ressurgit : *l'allocation universelle*. Une sorte de RSA-Smic, distribué tout au long de la vie. D'autres prônent un revenu contributif, qui ouvre à l'individu le droit « à un temps dédié au développement de ses savoirs » ! Traduisez : l'individu alternera des périodes où il sera employé et rémunéré. Avec des moments où il sera chômeur mais se formera. Une sorte de régime des intermittents du spectacle appliqué à l'ensemble de la population. À ceci près que le financement en est impossible. Sauf à réduire drastiquement et les revenus du travail et les allocations en période de non-emploi, et, bien sûr, les cotisations sociales. S'il le faut, les géants du Web sont prêts à faire quelques concessions. Et à nous payer – le moins cher possible – les données sur nous-mêmes qu'ils accumulent chaque jour gratuitement. Une sorte de consentement tacite à une nouvelle forme d'esclavage.

(à suivre)